

Délibération du Conseil Municipal

N° 14/132	Taxe d'aménagement
-----------	--------------------

L'an deux mille quatorze le 19 novembre le conseil municipal de la Ville de Valras-Plage, convoqué régulièrement, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances en session ordinaire, sous la présidence de Monsieur Guy COMBES, Maire

Présents: Guy COMBES, Daniel BALLESTER, Jean BARTHES, Chantal ROQUES, Marie-Claude BOUZIGUES, Rémy AURIAC, Micheline PERELLO, Jacques ANIORT, Jacques GRANIER, Jean-Louis TOUSTOU, Jacques PRAX, Sabine BONNET, Sophie POTART, Katia LENGAY, Elisabeth SAURI, Carole CALMELS, Serge CHAPPERT, David PUECH, Catherine BOYER, Pierre VILLENEUVE

Absents ayant donné pouvoir: Florence TAILLADE (pouvoir à Jacques PRAX), Jean-Marc SIDROT (pouvoir à Jean-Louis TOUSTOU), Claude NEUMANN (pouvoir à Daniel BALLESTER), Éric MULOT (pouvoir à Katia LENGAY), Sandra DELEYE (pouvoir à Chantal ROQUES), Sébastien VIEU (pouvoir à Catherine BOYER), Frédérique CHAMBERT (pouvoir à Pierre VILLENEUVE)

Secrétaire de séance: Chantal ROQUES

Date de la convocation: 13 novembre 2014

Par délibération du 7 novembre 2011, le conseil municipal avait fixé le taux de la part communale de la taxe d'aménagement, instituée de plein droit dans les communes dotées d'un POS, en application de l'article L.331-1 du code de l'urbanisme.


Cette taxe, créée par l'article 28 de la loi de finances rectificative pour 2010, a remplacé depuis 2012 les 15 taxes et participations d'urbanisme versées par les constructeurs pour participer au financement d'équipements publics, et notamment la taxe locale d'équipement.

Le code de l'urbanisme précise (article L. 331-14) que la délibération fixant le taux est valable pour une période d'un an et qu'elle est reconduite de plein droit pour l'année suivante, sauf délibération contraire adoptée avant le 30 novembre de l'année n pour une entrée en vigueur au 1^{er} janvier de l'année n+1.

Le conseil municipal, à l'unanimité, précise que la délibération fixant le taux de la taxe d'aménagement est reconductible tacitement pour les années suivantes, sauf décision contraire qui interviendrait avant le 30 novembre de l'année n pour une entrée en vigueur au 1^{er} janvier de l'année n+1.

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus,
pour extrait certifié conforme,

Le Maire,



Guy COMBES

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire du présent acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de 2 mois, à compter de sa publication/notification.

Reçu en sous-préfecture le 21/11/14

N° identifiant unique: 034-213403249-20141119-DCM14132-DE

Publié/notifié le 21/11/14